Entre politiques urbaines et contrôle des migrants : la décolonisation inachevée des recensements des bidonvilles en France (années 1950-années 1970)

Between Urban Policies and Migrant Control: the Incomplete Decolonization of French Shantytowns Censuses (1950s-1970s)

Françoise de Barros et Muriel Cohen

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/8466>

DOI : 10.4000/histoiremesure.8466

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 décembre 2019

Pagination : 151-184

ISBN : 978-2-7132-2790-5

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Françoise de Barros et Muriel Cohen, « Entre politiques urbaines et contrôle des migrants : la décolonisation inachevée des recensements des bidonvilles en France (années 1950-années 1970) », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXIV-1 | 2019, mis en ligne le 03 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/8466> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.8466>

Entre politiques urbaines et contrôle des migrants : la décolonisation inachevée des recensements des bidonvilles en France (années 1950-années 1970)

Françoise DE BARROS* & Muriel COHEN**

Résumé. Cet article porte sur les modalités des recensements menés dans les bidonvilles français de métropole entre le début des années 1950 et la fin des années 1970. Il cherche à déterminer dans quelle mesure la décolonisation et le passage d'une logique de contrôle policier, dans le contexte de la guerre d'indépendance algérienne, à une inclusion des bidonvilles dans une politique urbaine plus large de lutte contre l'habitat insalubre ont fait évoluer les catégories utilisées, les acteurs en charge et leurs pratiques. Qu'il s'agisse des enquêtes spécifiques menées dans le cadre de la résorption des bidonvilles ou de la prise en compte des bidonvilles lors des recensements généraux de la population menés par l'INSEE, il apparaît que l'origine des habitants, davantage que l'habitat lui-même, reste le principal prisme d'appréhension des bidonvilles, d'une époque à l'autre.

Mots-clés. bidonvilles, recensement, statistique, INSEE, décolonisation, France, xx^e siècle

Abstract. Between Urban Policies and Migrant Control: the Incomplete Decolonization of French Shantytowns Censuses (1950s-1970s). This article focuses on the methods used to conduct censuses in the French metropolitan shantytowns between the early 1950s and the late 1970s. It seeks to determine the extent to which decolonization and the passage of a logic of police control in the context of the Algerian war of independence to the inclusion of shantytowns in a broader urban policy against insalubrious housing have changed the categories used, the actors in charge and their practices. Whether it is the specific surveys carried out in the context of shantytown clearance or the consideration of shantytowns during INSEE's general censuses of the population, it appears that the origin of the inhabitants, more than the habitat itself remains the main prism of shantytowns understanding from one era to another.

Keywords. shantytowns, census, statistic, INSEE, decolonization, France, twentieth century

* Maîtresse de conférence en sociologie à l'université Paris 8 et chercheuse au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris, Cultures et sociétés urbaines (CRESPPA-CSU).
E-mail : frandebe@yahoo.fr

** Enseignante au lycée Maurice-Utrillo de Stains (93), chercheuse associée au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS) et affiliée à l'IC Migrations.
E-mail : murielcohen_c@hotmail.com

Cet article tente d'embrasser en plan large les recensements relatifs aux bidonvilles au cours d'une période qui connaît un fort développement de l'intervention publique les concernant. La grave crise du logement combinée à une importante croissance démographique à partir des années 1950 favorise l'établissement d'agglomérations de « baraques » en banlieue parisienne, mais aussi à Lyon et Marseille. La particularité de ces bidonvilles est qu'ils abritent une majorité de migrants coloniaux, puis post-coloniaux (en particulier d'Algérie) et d'étrangers. Ils constituent ainsi d'abord un enjeu de police lié à la guerre d'indépendance algérienne, avant de devenir plus explicitement un enjeu urbain après 1962.

Entre la fin des années 1950 et les années 1970, les bidonvilles font en effet l'objet d'une politique publique explicite de « résorption » menée d'abord sous une forme exclusivement administrative, sous l'égide de services du ministère de l'Intérieur spécialisés dans l'encadrement colonial des Algériens en métropole, puis dans la lutte contre les mouvements indépendantistes, entre 1958 et 1962. En 1964, 1966 et 1971 sont adoptées trois lois qui font migrer la catégorie de bidonville de l'encadrement colonial vers les politiques du logement¹. Le bidonville est donc construit d'emblée, à la fin des années 1950, comme un problème concernant exclusivement les populations coloniales puis étrangères, alors même que des Français sans lien avec la colonisation connaissent des conditions de logement similaires. Quand ils sont en nombre très réduit dans des bidonvilles principalement habités par des populations coloniales ou étrangères, ils disparaissent des descriptions de ces « bidonvilles ». Quand ces Français constituent la population majoritaire ou exclusive, ils sont pris en charge par diverses associations, comme ATD Quart-Monde. Cependant, ces lieux sont alors désignés sous le terme de « camps » par ceux qui les soutiennent et, de fait, ils ne sont pas pris en charge par les acteurs administratifs qui traitent des bidonvilles².

Les résorptions menées tout au long de cette période se sont accompagnées de nombreux dénombrements au niveau local surtout, mais aussi national. Parallèlement, l'outil statistique étatique continue de se professionnaliser depuis la création de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) en 1945, en charge notamment des recensements généraux de la population (RGP)³. Si ses productions statistiques sont bien connues des chercheurs pour leur fort intérêt scientifique en raison de leur haut degré de qualité technique, il reste qu'elles sont conçues principalement dans l'objectif de servir de point d'appui à l'action de l'État et à l'organisation de l'administration en général. Il est donc légitime de s'interroger sur la façon dont elles intègrent le problème public des bidonvilles. Alain Desrosières

1. Sur la politique de résorption des bidonvilles en France, voir M.-C. BLANC-CHALÉARD, 2016.

2. A. BRODIEZ, 2013 ; A. GAY-DUPUY, 2017.

3. A. DESROSIÈRES, J. MAIRESSE & M. VOLLE, 1976.

propose de distinguer les outils de quantification selon qu'ils procèdent de « l'enquête », lorsqu'ils sont élaborés pour eux-mêmes dans un objectif de connaissance, ou qu'ils procèdent d'un « fichier », élaboré d'abord pour recueillir les informations sur des individus nécessaires à une action en leur direction. Le nombre important des fiches et leur standardisation permettent ensuite, éventuellement, la production d'une information statistique sur ces individus. Les intentions premières respectives de l'enquête et du fichier peuvent ainsi conduire à des catégories et à des chiffres statistiques différents pour un même objet⁴. Peut-on faire un tel constat à propos des bidonvilles et de leurs habitants ? D'ailleurs, que dénombre-t-on : les habitats ou les habitants ? La question se pose puisque les habitants des logements insalubres sont souvent autant catégorisés comme problèmes que leur habitat⁵. Quelles sont dès lors les caractéristiques individuelles et architecturales jugées pertinentes pour établir ces recensements ? Enfin, comment évoluent les façons de compter au cours de cette période marquée par l'achèvement de la décolonisation et le développement des politiques urbaines ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons principalement sur le cas de deux communes pour ce qui est des comptages localisés. Dans les années 1950 les principaux bidonvilles se trouvent en régions parisienne, lyonnaise et marseillaise. En région parisienne, les plus grands se sont développés à Nanterre, et de nombreuses interventions étatiques se sont concentrées sur eux pendant l'ensemble de la période⁶. À Lyon, deuxième métropole française, des bidonvilles se sont installés dans les communes périphériques de Villeurbanne, Vénissieux, mais aussi dans certains arrondissements centraux⁷. Mais contrairement à la région parisienne et à Marseille, la politique qui y est menée conduit à leur quasi-disparition dès la fin de la guerre d'indépendance. Par ailleurs, pour Lyon ont été conservées les archives des services chargés de la résorption, ce qui n'est le cas ni pour Marseille ni pour la région parisienne⁸ : comme souvent lorsqu'il s'agit de travailler au plus près des pratiques des acteurs dans deux contextes locaux différents, aux particularités locales s'ajoute ainsi une disparité des sources disponibles pour chacun. Toutefois, il apparaît clairement que, jusqu'au milieu des années 1960, les comptages relatifs aux bidonvilles sont fortement conditionnés par le statut colonial de

4. A. DESROSIÈRES, 2005.

5. Y. FIJALKOW, 2006.

6. Sur la naissance des bidonvilles de Nanterre voir R. FOSSET, 1959. Un recueil de témoignages sur le quotidien dans le bidonville de La Folie à Nanterre, avec une longue introduction de présentation, a été publié par M. HERVO & M.-A. CHARRAS, 1971. Pour une approche historique, voir M. COHEN, 2020.

7. Sur les bidonvilles de Lyon, on peut se référer à É. ELONGBIL EWANE, 2012.

8. À Marseille, un seul carton d'archives du service d'assistance technique (SAT) a été conservé. En région parisienne, les archives du service des affaires musulmanes et de l'action sociale (SAMAS) devenu service de liaison et de promotion des migrants (SLPM) auraient été détruites lors d'une inondation. Les résultats agrégés des comptages effectués dans les bidonvilles à Nanterre ont en revanche été conservés par l'administration centrale du SAMAS.

leurs habitants (1), imprimant une définition de la chose comptée en grande partie tributaire des particularités prêtées par les acteurs administratifs aux habitants des bidonvilles, laquelle sera reprise ensuite dans l'institutionnalisation d'une politique de lutte contre l'habitat insalubre (2).

1. Définir un habitat par sa population : ambiguïté des catégories et sélection des agents pendant la guerre d'indépendance algérienne

En métropole, la question des bidonvilles est étroitement liée dès l'origine à la question « algérienne ». Né au Maghreb dans l'entre-deux-guerres pour désigner les agglomérations d'habitat précaire construites par des Algériens aux portes des grandes villes, le terme « bidonville » commence à être utilisé en métropole au moment où des populations coloniales, issues pour l'essentiel des départements algériens, s'installent dans des formes d'habitat précaire auto-construit, au début des années 1950. S'ils n'abritent qu'une minorité de la population algérienne résidant en métropole, ils deviennent des lieux clés de l'activité administrative française en direction de cette population colonisée⁹. En effet, les bidonvilles apparaissent d'abord comme des espaces qui révèlent la faible intégration des Algériens à la société française, et donc l'échec de la politique impériale. De plus, ils sont considérés comme des « labyrinthes impénétrables » où l'activité militante nationaliste échappe au contrôle policier. Pendant toutes les années de guerre, sur le territoire algérien, puis sur le territoire métropolitain (à partir de 1958 surtout), les interventions policières dans les bidonvilles sont incessantes, en particulier en région parisienne, pour procéder à des comptages mais aussi à des identifications et à des arrestations de militants¹⁰. Pendant cette même période, l'INSEE procède à deux RGP, l'un au printemps 1954, juste avant le début du conflit, et le second au moment où il cesse, en 1962. Bien sûr, des différences substantielles existent entre les quantifications menées par l'INSEE et celles menées par d'autres administrations : en principe, elles ne visent pas les mêmes objectifs, elles ne sont pas faites par les mêmes acteurs ni au même rythme. Il est de ce fait d'autant plus remarquable que, dans les deux cas, la définition pratique des bidonvilles dans les opérations de comptage confond étroitement l'illégitimité d'une forme d'habitat ou d'urbanisation, exprimée explicitement par le terme lui-même, avec le statut colonial de leurs habitants. La centralité du statut colonial de la population enquêtée au travers de cette forme d'habitat ressort particulièrement du fait que, dans le cadre des RGP comme dans celui des comptages administratifs, la qualité des « enquêteurs » est au centre des préoccupations exprimées par les institutions chargées de ces opérations.

9. F. DE BARROS, 2012.

10. M. COHEN, 2014.

**«Contrôler» les Algériens par leur habitat
ou circonscrire une forme urbaine illégitime ?**

Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, la « population nord-africaine », comme la désignent alors très fréquemment des discours aussi bien administratifs que médiatiques, fait l'objet d'un contrôle, en particulier policier, qui prend la forme de comptages à différentes échelles. La police parisienne procède ainsi à des recensements réguliers dans Paris et les communes de banlieue dès 1949 en s'appuyant sur un type particulier de logements : les hôtels¹¹. C'est dans le cadre de ces comptages relatifs aux « Français musulmans d'Algérie » (FMA) en général que les bidonvilles sont identifiés comme une forme spécifique d'habitat, et non dans le travail des spécialistes du logement et de l'urbanisme, dont le milieu connaît alors un fort développement et est friand de statistiques¹². Ces premiers comptages recensent alors non pas les bidonvilles en tant que tels, ou les « baraques », mais le nombre d'Algériens qui y résident, à côté d'autres formes d'habitat : les bidonvilles ne sont que l'une des modalités de recensement des « Nord-Africains » lorsque ces derniers sont décrits en fonction du type d'hébergement.

À partir de 1958, les bidonvilles deviennent une catégorie de comptage *ad hoc* parmi les spécialistes administratifs de l'encadrement des Algériens en métropole, qui différencient les « biens logés » des « mal logés » selon des critères non pas de confort mais plutôt en fonction des niveaux de concentration et du degré de surveillance qui peut être exercé à leur encontre. En région parisienne, la « carte des bidonvilles de la Seine » établie par la préfecture de Police en février 1959¹³ est exemplaire de la correspondance entre bidonville et population algérienne : le bidonville de la Courneuve, peuplé plutôt de Tsiganes et de Français¹⁴, n'apparaît pas, à la différence des bidonvilles « algériens » de Nanterre et l'Hay-les-Roses. De même, sont catégorisées comme « bidonvilles » des formes d'habitat insalubre qui ne relèvent pas de l'auto-construction sur des terrains en friche : à Marseille, le bidonville de la Timone est édifié dans un « château » de trois étages et ses dépendances (Figure 1).

Comme nous le verrons dans un premier temps, les formes et les usages de ces comptages *ad hoc* des bidonvilles sont différents à Nanterre et à Lyon. Le rythme des RGP n'est pas le même, et les objectifs explicites sont de fournir une description de l'ensemble de la population la plus fiable statistiquement parlant. Toutefois, comme nous le verrons dans un second temps, dès lors qu'on observe sa mise en œuvre dans une commune qui,

11. Ces recensements sont conservés aux archives de la préfecture de Police.

12. V. CLAUDE, 2006.

13. Cette carte est reproduite dans M.-C. BLANC-CHALÉARD, 2016, p. 111.

14. F. VIDAL, 1966.

comme Nanterre, abrite dès la fin des années 1940 de nombreux Algériens dans des habitats très précaires, les bidonvilles apparaissent comme une catégorie pratique de recensement de cette population.

Le maillage de l'encadrement des Algériens en métropole, 1952-1965

Le développement des activités du Front de libération national algérien (FLN) et son influence de plus en plus forte sur les Algériens à partir de 1957 conduisent à la création d'institutions dédiées à la surveillance et à l'assistance des Algériens de métropole au sein du ministère de l'Intérieur, pour lesquelles le logement est un moyen privilégié de repérage et de contrôle. Le Service des affaires musulmanes et de l'action sociale (SAMAS) créé en 1958 afin de « mettre en œuvre une action administrative, morale, psychologique, éducative et sociale en faveur des migrants algériens^a » consacre ainsi l'une de ses quatre sections au « logement et hébergement de la population musulmane résidant en France », à côté du travail et de la formation. Cette action s'incarne très concrètement à l'échelle départementale dans le travail de conseillers techniques pour les affaires musulmanes (CTAM)^b placés dès 1952 auprès des inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire (IGAME) et des préfets des départements à « forte implantation musulmane » : la région parisienne (département de la Seine), Marseille, la région lyonnaise, le Nord, l'Est. Leur action s'accompagne de différents comptages, en particulier sur les formes d'habitats, centralisés par le SAMAS au ministère de l'Intérieur (Tableau 1).

Parmi ces régions, le département de la Seine se distingue par un encadrement, notamment répressif, bien plus intense que partout ailleurs en métropole : au personnel du ministère de l'Intérieur s'ajoute celui de la préfecture de la Seine (dès 1951 apparaissent des conseillers sociaux spécialisés dans les affaires nord africaines qui seront intégrés au SAMAS en 1958) et surtout l'action de la préfecture de police de Paris (PPP)^c. Celle-ci connaît une « algérianisation^d » à partir de 1958 lorsque Maurice Papon devient préfet de police et recrute des cadres militaires ayant participé aux opérations de « maintien de l'ordre » en Algérie, spécialisés dans le renseignement,

pour un Service d'assistance technique (SAT). Des SAT sont ensuite mis en place, avec des personnels similaires, dans les autres principaux départements concernés par l'immigration algérienne : Bouches-du-Rhône, Rhône et Nord. L'encadrement étatique des Algériens connaît donc des variations départementales substantielles mais toutes font des bidonvilles un moyen d'identifier et de recenser les Algériens en tant que population colonisée.

a. Arrêté ministériel du 1^{er} avril 1958 (J. O. des 7, 8, 9 avril 1958). Sur ces structures, voir en particulier V. VIET, 1997.

b. Sur l'action des CTAM, voir F. DE BARROS, 2005, p. 26-53.

c. E. BLANCHARD, 2011.

d. Ce terme est utilisé par les acteurs, dès cette époque, pour décrire l'extension des conditions du conflit propres aux départements algériens à la métropole : usages irréguliers de la violence par la police et les militaires à l'encontre des civils. Voir E. BLANCHARD, 2011.

Tableau 1. *Situation du logement des « FMA » selon les conseillers techniques pour les affaires musulmanes (CTAM), 3^e trimestre 1958*

	Mode d'hébergement	Célibataires	Nb de familles	Nb de membres des familles
Correctement logés	employeurs	40900	2100	9800
Correctement logés	HLM	60	1200	5200
Correctement logés	associations privées et organismes publics	25000	320	1400
Correctement logés	par eux-mêmes	77500	4700	21000
<i>Correctement logés</i>	<i>total</i>	<i>143600</i>	<i>8400</i>	<i>37500</i>
Mal logés	bidonvilles	16500	2200	8000
Mal logés	cafés, garnis	77000	3800	18000
<i>Mal logés</i>	<i>total</i>	<i>93500</i>	<i>6000</i>	<i>26000</i>

Source. AN, F1a 5014 : synthèse des rapports trimestriels établis par les CTAM (1958-1965).

Note. Il est indiqué que ce tableau ne prend pas en compte les familles du département de la Seine, en cours de recensement.

Figure 1. Recensement du « bidonville » du château de la Timone

no- m- bre d'ha- bitants	nom	MEMBRES DE LA FAMILLE				DATE D'ENTRÉE dans les bidonvilles	adresse actuelle	r.v.	chambre	date d'entrée au bidonville	supplément logement actuel	logement d'avenir		
		adultes	g.	f.	Total									
<div>Château</div> <div>Bâtiment principal 3 étages</div>														
LES ADULTES														
1	MURILLI Hirona - Veuve née en 1909	1	8.8	9.8	2	3	Alisée par ses fils	100 BP 132,49		1951	rayon	rayon	H.L.H.	
2	BOUASSA Aouana Fils de Hirona - 1904 -	2	10.6	3.4	14.1	8	10	Reloqué dans bidonville Reposante depuis 1950	100 BP 070		1951	F. dévalide	bien tenu	H.L.H.
3	BOUASSA Hirona Mohamed Fils de Abdelhader - 1933 -	2	5.3	4.1	4	6	Immortelle	300 BP 328,49		1954	F. rayon dévalide	bien tenu	H.L.H.	
4	BOUASSA Hirona Fils de Abdelhader - 1946 -	2	12	7.6	7	9	Immortelle	300 BP 300		1954	F. rayon dévalide	bien tenu	H.L.H.	
5	BOUASSA Hirona Fils de Hirona - 17.11.1908	2	11	7	8	6	Reloqué (mort)	1500 BP 300		1946	F. dévalide	bien tenu	H.L.H.	
LES ENFANTS														
6	BOUASSA Hirona Fils de Hirona	2	13.9	5.4	8	10	Immortelle depuis 1950	400 BP 473,99		1952	rayon	rayon bien tenu	H.L.H.	
7	BOUASSA Hirona Fils de Hirona - 1929 -	2	7.2	3.1	4	6	Commence à travailler à la fin de la guerre	152,34		1952	F. dévalide	bien tenu	H.L.H.	
8	BOUASSA Hirona Fils de Hirona	2	8.1	13.12	8	10	Immortelle dans bidon ville depuis 1953	500 BP 970,34		1953	F. rayon dévalide	bien tenu	H.L.H.	

Source. ADBDR 138w55, SAT-FMA.

*Comptages ad hoc dans les bidonvilles algériens :
préparer un relogement ou contrôler les baraques ?*

Les administrations en charge de l'encadrement des Algériens en métropole effectuent des comptages *ad hoc* des bidonvilles et de leurs habitants dont les formes et les usages varient. En dehors des statistiques globales produites par les CTAM dans chaque département, des comptages ponctuels sont réalisés par plusieurs services pour agir sur les bidonvilles : les « résorber », c'est-à-dire les détruire ou empêcher leur extension, la destruction n'étant que l'une des modalités possibles d'intervention sur les bidonvilles en tant qu'habitat auto-construit. Dans le cadre des résorptions, la logique du relogement dans un habitat de type institutionnel (logement social ou cité de transit pour les familles, foyers pour les hommes isolés) induirait que les comptages des habitants s'accompagnent du recueil des informations socio-économiques nécessaires à l'évaluation des capacités à être locataire. Ce qui ne signifie pas pour autant que de tels recensements soient effectivement suivis de relogements¹⁵, ou que ces derniers soient effectués sur la base des renseignements

15. De fait, la résorption a été plus rapide à Lyon qu'à Nanterre, mais les enquêtes manquent pour établir les raisons de ces différences de rythme. On peut penser que le nombre beaucoup plus important d'habitants à Nanterre ralentit les relogements.

recueillis¹⁶. Dans le cadre de la limitation du développement du bidonville, le comptage identifie chaque « baraque », permettant par la suite de repérer celles qui auraient été construites postérieurement et pourraient ainsi être détruites sans relogement de leurs habitants.

À Alger dès 1941¹⁷, puis à Lyon comme à Nanterre, certains comptages effectués par la préfecture de police et/ou la préfecture départementale se font selon des modalités pratiques visant à enrayer l'édification de nouvelles « baraques ». Ils s'articulent au « numérotage » des baraques qui se développe à partir de 1959, à la demande du préfet de la Seine, explicitement pour quantifier autant que pour limiter l'extension du bidonville, à défaut de pouvoir le détruire¹⁸. Les baraques qui n'auront pas été numérotées sont détruites par l'administration préfectorale. Ce numérotage est également avéré à Lyon à partir de 1960. Mais il paraît s'intégrer alors à une logique de résorption car les numéros sont peints en rouge pour les familles, et en vert pour les célibataires¹⁹. Cette distinction selon le statut familial semble en effet indiquer que le relogement de leurs habitants est prévu puisque ces deux populations ne ressortissent pas des mêmes types de logements : cité de transit ou HLM pour les familles, foyers de travailleurs pour les hommes isolés.

Toutefois, de nombreux comptages portent également sur les personnes habitant dans les bidonvilles, en articulation avec des opérations de relogement impliquées par la destruction de « baraques », programmée le plus souvent dans le cadre d'opérations urbaines dépassant les bidonvilles eux-mêmes (par exemple la construction d'une école, ou de logements sociaux). À Lyon, à partir de 1957, ces opérations de comptage recueillent des informations nécessaires à des relogements opérés en fonction des caractéristiques socio-économiques des habitants, ce qui est beaucoup plus ambigu à Nanterre. En effet, quels que soient les dates et les lieux recensés, les agents administratifs lyonnais ont, à chaque fois, enquêté de petites parcelles et recueilli les mêmes informations, dont une partie vise à estimer les qualités de « locataires²⁰ » des Algériens : sont établies des fiches qui indiquent, outre les numéros de baraque, le nom et le prénom du chef de famille, sa date et son lieu naissance, sa situation conjugale,

16. L'essentiel des familles de Nanterre comme de Lyon semble avoir été relogé en cité de transit, les affectations en HLM apparaissant exceptionnelles. En revanche, ailleurs, où les Algériens sont beaucoup moins nombreux comme par exemple à Rouen, le relogement en HLM paraît moins exceptionnel (C. BOUVIER, 2008). Quant aux hommes isolés, qui ressortissent des foyers, les données sont encore plus lacunaires et ne permettent aucun bilan.

17. Voir l'article de Jim House dans ce même numéro.

18. AN, F1a 5120, Bidonvilles de l'ancien département de la Seine. Opérations de résorption 1956-1969, Lettre du préfet de la Seine au ministère de l'Intérieur, 20/02/1959.

19. Archives départementales (désormais AD) Rhône, 248W363, Résorption du bidonville des Buers.

20. Les habitants des cités de transit et des foyers n'ont pas les mêmes droits que les locataires : bien qu'ils paient une « indemnité de résidence », ils ne bénéficient pas des garanties d'un bail. Sur les cités de transit, voir M. COHEN & C. DAVID, 2012.

Figure 2. « Contrôle des familles musulmanes
du bidonville des Poilus », juin 1962

PREFECTURE DU RHONE
Cabinet - Affaires Musulmanes
S.A.T. de LYON - NORD

CONTROLE DES FAMILLES MUSULMANES
Bidonville, 17, rue des Poilus à VILLEURBANNE
(effectué par le Capitaine BERTRAND et M. MICHEL, le 20 Juin 1962)

N° de bar.	NOM, prénom du chef de famille	Date et lieu de naissance	Situation de famille	Employeur	Date d'arrivée au bidonville	Personnes à reloger	Observations (salaire, etc)
1	[REDACTED]	1924 à Arbaoun (Sétif)	marié, 9 enfants (de 14 ans à 1 mois)	Produits des usines métallurgiques, 7, rue A. Perrin à Villeurbanne manoeuvre	1954	11	500 NF + AF
2	néant	ancien locataire [REDACTED]	Abdelmajid (marié, un enfant) est parti en Algérie; aurait revendu sa baraque à une famille musulmane qui ne l'a pas encore occupé - (baraque à démolir d'urgence)				
3	[REDACTED]	1.9.1912 à Birha-Dahra (Sétif)	marié, 3 enfants (16 ans - 4) 7 et 6 ans	pension d'invalidité	1956 (depuis 15 ans en France)	5	pension = 200NF + 150AF (1) fils âgé dans une maison de redressement
4	[REDACTED]	présupposé né 1938 à Sétif	marié, un enfant (un mois)	"Ecrivain public" Est en fait le responsable F.L.N. des locataires originaires des départements de Sétif et de Batna -	1953	3	500 NF ? Nous a apporté son aide au cours des opérations de contrôle du 20.5.62 (poli et ...)

Source. AD Rhône, 248w361, SLPM.

l'employeur, la date d'arrivée au bidonville, le nombre de personnes à reloger et des observations portant sur les salaires (Figure 2). Les « fiches familles » utilisées par la Maison de l'Afrique du Nord (MAN, principale association spécialisée dans la prise en charge sociale des Algériens à Lyon, subventionnée par le SAMAS) enregistrent, en plus de tous les éléments descriptifs de la composition du ménage, la « profession », la « stabilité dans l'emploi », le « salaire mensuel moyen », le montant des « allocations familiales » et des « autres ressources », les « conditions de logement actuelles » et l'existence d'une « inscription HLM » (Figure 3).

Cette fiche fournit également des éléments sur la « moralité », l'activisme politique et les activités délictueuses du chef de famille. Les recensements servent bien à préparer les opérations de relogement, mais les fiches des militants actifs du FLN sont classées à part. Ces recensements également dénommés « contrôles » par les acteurs relèvent bien d'une double logique : celle d'un contrôle politique et celle de l'évaluation socio-économique de futurs « locataires »²¹. SAT et MAN contribuent à ces deux logiques, même si

21. En l'état actuel de la recherche, il est difficile d'établir dans quelle mesure cette forme de comptage débouche sur des relogements dans des formes d'habitats différents en fonction des ressources ou du « niveau d'adaptation ». Ne sont en effet disponibles que des

Figure 3. « Fiche familiale de recensement du bidonville des Poilus, réalisée par un conseiller social de la Maison de l'Afrique du Nord », juin 1962

MAISON DE L'AFRIQUE
DU NORD

10
G/S/
KXX

FICHE FAMILIALE DE RENSEIGNEMENTS

Nom patronymique : [REDACTED] Prénom : Saïd
 Filiation : Fils de [REDACTED] et de : [REDACTED]
 Date et lieu de naissance : 18.12.1918 à Bibane.
 Situation de famille : Marié le 24.4.53.
 Nom, prénom et âge de l'épouse : [REDACTED] Oumelkhaïr née le 14.6.1931
 Nombre d'enfants, prénoms et âge :
 Rachida : 3.9.51. Ourida : 21.11.54. Louisa : 16.3.56. Salah : 28.4.57.
 Farida : 2.7.58. Hamid : 19.11.59. Kacène : 1.2.61.
 Adresse actuelle : 17 Bd. de Ceinture - Villeurbanne. Bureau n° 10
 Nom et adresse de l'employeur : Berliet- Vénissieux.
 Profession : Manœuvre.
 Stabilité dans l'emploi : Bonne - (depuis 1957 même employeur)
 Salaire mensuel moyen : 600 NF.
 Allocations familiales : 635 NF.
 Autres ressources :
 Services militaires : NON
 Conditions de logement actuelles :
 Baraque n° 10
 Inscription H.L.M. : (36 Quai Perrache, 1^{er} étage
 (100 Rue de la République
 (153 Crs Emile Zola, 1^{er} étage, Octobre 1955.
 (C.L.S.U.S.L.M.L., 1^{er} étage
 Observations : En France depuis 1953 avec la famille. Ménage bien adapté à la métropole, très propre, très bonne tenue. A été visité par M.M. MASSENET et BLANCHARD le 23.6.1959.
 Vu le 22.6.62. Gros progrès d'adaptation, famille très intéressante
 L. JACQUET.
 RG. C. 11.7.58

Source. AD Rhône, 248W361, SLPM.

commentaires administratifs trop généraux et contradictoires. En 1961, d'après une note, « les sociétés HLM locales se sont montrées compréhensives à l'égard des familles musulmanes suffisamment évoluées », AN, 19770391, art. 7, cité par M.-C. BLANC-CHALÉARD, 2016, p. 128. En revanche, en 1967, un rapport préfectoral regrette que « les organismes HLM de la région lyonnaise ne logent pratiquement pas de familles originaires des bidonvilles », AN, F1a 5121, rapport de M. Giudicelli suite à une visite à Lyon, 1967. Mais les recherches disponibles sur les relogements effectués ne permettent pas d'évaluer précisément la proportion des familles algériennes issues des bidonvilles relogées en HLM et encore moins les critères leur permettant d'y accéder. F. BELMESSOUS, 2014.

l'évaluation des locataires semble relever plus explicitement de cette dernière. En cela, cette association lyonnaise est à l'image de l'ensemble des associations subventionnées par le ministère de l'Intérieur pour encadrer la population algérienne : elle développe une action explicitement sociale devant permettre de recueillir efficacement du renseignement politique, en plus d'acquérir les masses « musulmanes » à la cause impériale²². Il convient toutefois de ne pas exagérer la spécificité coloniale de cette double logique en matière de logement car elle s'apparente à la recherche de locataires à la fois solvables et « honorables » dès les débuts de l'institutionnalisation du logement social²³.

À Nanterre, des recensements similaires sont sans doute régulièrement effectués par des conseillers sociaux sous l'égide du SAMAS (préfecture de la Seine) accompagnés de membres du SAT dans un double objectif de contrôle et de résorption également. Mais le seul document dont on dispose, intitulé « renseignements sur les habitants des bidonvilles implantés sur le premier secteur du SAT-FMA » présente les résultats agrégés d'un recensement mené en 1959²⁴. Il se limite à distinguer, par bidonville, le nombre de baraques et celui des familles et des célibataires en fonction de leur nationalité (quelques « Gitans » et « Européens » sont décomptés à côté des Algériens). Le seul comptage détaillé disponible a été mené par une association de jeunes, le Groupe d'études et d'action pour les Nord-Africains de la région parisienne (GEANARP), à la demande de la préfecture de la Seine. Celle-ci lui a sous-traité les opérations, dans le cadre du « plan de deux ans » qui vise à faire disparaître les bidonvilles du quartier du Petit-Nanterre²⁵. Dans « l'étude sociologique » qu'elle a rédigée, l'association s'est attachée à fournir des « relevés nominatifs » qui signalent systématiquement le nombre d'enfants et l'employeur, mais pas les revenus, et qui portent en revanche des indications telles que « bigamie » ou « famille mixte ». L'étude est en outre assortie de tableaux statistiques par « secteurs » géographiques (correspondant à leur emplacement dans le quartier du Petit-Nanterre), concernant la structure de la population familiale (nombre d'enfants par famille, mais aussi leur âge), la date d'arrivée, mais aussi l'origine des familles et leurs étapes migratoires : autant de données qui se rattachent à une sociologie coloniale culturaliste, dans la lignée des travaux de Robert Montagne²⁶, très largement utilisée par les niveaux hiérarchiques supérieurs de la PPP²⁷. L'enquête oscille ainsi entre logique de relogement et « sociologie coloniale ».

22. V. VIET, 1997 ; P. DERDER, 2001.

23. S. MAGRI, 1991. De même, la constitution du logement social en bien d'échange électoral conduit les offices communaux de HLM à être très attentifs aux attaches partisans des candidats au logement, au cours de cette même période. C. MATTINA, 2016.

24. AN, F1a 5120, enquêtes Nanterre-Argenteuil.

25. M.-C. BLANC-CHALÉARD, 2012.

26. Robert Montagne est une figure exemplaire d'expert colonial. Il fut à la fois chercheur, enseignant et conseiller de l'administration sur les questions coloniales (voir F. POUILLON & D. RIVET, 2000).

27. E. BLANCHARD, 2011, p. 218-219.

*Recensement général de la population :
quand la « rigueur » statistique pâtit des « rigueurs » coloniales*

Les ambiguïtés des comptages relatifs aux Algériens à Nanterre et l'association de cette population avec la catégorie urbaine naissante en métropole de « bidonville » dépassent largement le cadre des actions menées en direction des bidonvilles. En effet, elles se manifestent également dans les opérations du RGP de 1954, qui n'impliquent aucun de ces acteurs : l'INSEE organise le recensement à l'échelle nationale, prépare les questionnaires, donne des instructions, mais la collecte de l'information est de la responsabilité des municipalités, éventuellement aidées et contrôlées par des conseillers techniques de l'INSEE. Les maires recrutent les agents recenseurs, organisent les opérations sur leurs communes, rassemblent les fiches et bordereaux qu'ils transmettent à l'INSEE²⁸.

Au terme du recensement effectué à Nanterre en 1954, un chef de service de l'INSEE qui l'a supervisé estime que :

« les chiffres du recensement de 1954 concernent des personnes dont la présence a été effectivement constatée [à Nanterre]. Ils constituent donc un minimum. Les spécialistes de l'INSEE admettent que le chiffre sur la population nord-africaine est entaché de fortes causes d'erreur, et qu'un certain pourcentage de cette population a échappé au recensement. Ils estiment ce pourcentage de 20 à 30 % [...]»²⁹.

En effet, afin de garantir l'infailibilité statistique du recensement, l'INSEE ne comptabilise des individus que s'il a pu être établi une fiche individuelle les concernant. Or, les conditions de logement des Algériens figurent parmi les principaux obstacles qui ont mené à l'impossibilité de recueillir des bulletins individuels pour tous les Algériens résidant à Nanterre, d'après le rapport rédigé par le maire pour justifier le comptage global qu'il souhaite faire accepter par l'INSEE :

« la majorité de l'importante population originaire d'Afrique du Nord fixée à Nanterre vit soit dans des baraquements hétéroclites édifiés de matériaux de tous ordres – bois, tôles, ferrailles, etc. – soit dans des anciens véhicules tels que : camions, voitures automobiles, auto-cars, roulottes en état vétuste, soit encore dans des anciens blockhaus [...] habitations qui ne peuvent être qualifiées que de “bidon-villes” [et] qui constituent des quartiers dont certains comptent plusieurs centaines d'occupants vivant dans des conditions misérables³⁰ ».

Bien qu'une partie des adresses qu'il mentionne dans son comptage global corresponde à des hôtels meublés du centre-ville, c'est bien la figure

28. J. BOUDOUL, 1983, p. 3-15.

29. Archives municipales de Nanterre (désormais AMN), F « Recensement de 1954 », chemise « Personnel », « compte rendu du recensement de Nanterre par H. Masse, délégué, à Monsieur le directeur régional de la statistique », 17/06/1954.

30. AMN, boîte « Recensement de 1954 », Procès-verbal « Recensement de la population – 1954 » à destination du préfet de la Seine et du directeur régional de l'INSEE.

naissante du bidonville qu'il met le plus en avant pour justifier l'impossibilité d'établir les fiches individuelles requises par l'INSEE.

Ce faisant, il contribue à l'assimilation de cette catégorie urbaine à cette population colonisée. Mais le brouillon de ce rapport mentionne, comme le rapport « sociologique » adressé en 1960 à la préfecture de la Seine, des raisons qui renvoient plus directement au statut politique de cette population. En effet, d'après le maire, « la majeure partie [des Algériens] refuse d'établir et de remettre aux agents recenseurs les bulletins individuels les concernant³¹ », ce qui signifie qu'ils assimilent l'établissement de ces fiches à des pratiques de contrôle auxquelles ils ne veulent pas se soumettre. Dans la version officielle du rapport, le maire remplace ce motif par les contraintes matérielles liées à leur mode de vie³². Ainsi, à l'occasion des opérations de RGP à Nanterre, l'INSEE adopte une position ambivalente à l'égard des bidonvilles : d'une part il ne déroge pas à sa règle des bulletins individuels et ce faisant ne prend pas en compte démographiquement les bidonvilles, d'autre part il reconnaît implicitement leur existence et leurs particularités en soulignant que les résultats du RGP à Nanterre sont sous-estimés. La rigueur statistique est ainsi maintenue dans la méthode mais mise à mal dans les résultats en raison des rigueurs que la colonisation fait peser sur les Algériens, y compris en métropole. Ces rigueurs coloniales s'incarnent en l'occurrence dans les bidonvilles.

À l'occasion du RGP de 1962, toute trace de la méfiance des enquêtés a disparu, mais l'assimilation des bidonvilles aux Algériens demeure prégnante dans les consignes de l'INSEE, qui les mentionne en tant que l'une des modalités de concentration des Algériens dans certains îlots, à côté des « foyers ou autres agglomérations musulmanes³³ », tandis que les documents produits par la municipalité envisagent les bidonvilles comme un espace urbain à part entière dont il s'agit de recenser précisément le nombre de résidents.

Sur cette première période, il apparaît que les comptages relatifs aux bidonvilles ne se différencient pas tant selon leur nature (administrative ou d'enquête) mais selon leur territoire. Tandis qu'à Nanterre, comptage administratif et RGP servent à identifier leurs habitants comme sujets coloniaux autant qu'à compter le nombre de personnes résidant dans cet habitat spécifique, à Lyon, les informations recueillies dans les comptages administratifs traitent les habitants des bidonvilles plus exclusivement comme personnes candidates à un logement. Bien que cette différence territoriale ne doive pas être trop soulignée, faute de pouvoir comparer des sources identiques pour les deux villes, elle invite cependant à s'intéresser de plus près aux personnels engagés

31. AMN, boîte « Recensement de 1954 », Brouillon Procès-verbal « Recensement de la population – 1954 » à destination du préfet de la Seine et du directeur régional de l'INSEE.

32. AMN, boîte « Recensement de 1954 », Procès-verbal « Recensement de la population – 1954 » à destination du préfet de la Seine et du directeur régional de l'INSEE.

33. AMN, série F, carton « recensement de 1962 », chemise « personnel ». Lettre du directeur régional de la région de Paris de l'INSEE aux maires, le 28/02/1962.

dans ces comptages. D'autant que les caractéristiques de ces personnels sont également l'objet d'interrogation de la part des responsables ou des commanditaires des recensements.

La lancinante question des « enquêteurs »

Il est frappant de constater que les caractéristiques des personnels attachés aux recensements des et dans les bidonvilles sont discutées tout au long de la période. À chaque fois, y compris dans le cadre des RGP, cette question est explicitement posée par les autorités chargées des comptages, du moins en région parisienne, ce qui ne signifie pas qu'à Lyon, un soin particulier n'est pas porté à l'organisation de l'interaction entre enquêtés et enquêteurs dans les bidonvilles. Toutefois, comme on le verra, elle n'est pas tranchée de la même façon selon les territoires et les périodes.

À Lyon, les recensements se déroulent toujours de façon intégrée dans le sens où tous les types de personnels spécialisés dans la prise en charge des Algériens (MAN sous l'égide du service des affaires musulmanes de la préfecture de Lyon, SAT) y participent. De surcroît, ils sont souvent opérés sous l'égide des services de police. Ainsi, pour le bidonville de la Lône Félizat, le commissaire Chessel se charge des opérations de recensement avec trois à sept inspecteurs de son service et une vingtaine de gradés et gardiens du « corps urbain »³⁴. Pour d'autres bidonvilles, les opérations sont confiées aux officiers du SAT, qui utilisent le terme de « contrôle » dans leurs rapports³⁵ et exercent des modalités violentes d'intervention dans les lieux de résidence des Algériens³⁶. L'encadrement colonial et/ou policier des Algériens n'est donc pas escamoté dans les modalités pratiques des comptages effectués dans les bidonvilles lyonnais pendant la guerre d'indépendance. Il semble que pour pallier les risques de violence ou de résistances des Algériens contre ces personnels et/ou ces opérations, les autorités lyonnaises, plutôt que de recourir à des personnels non assimilables aux personnels chargés de la répression, choisissent au contraire de les mobiliser en nombre : pour certaines opérations, les agents « recenseurs » sont plus nombreux que les personnes recensées.

À Nanterre, quelle que soit la nature des recensements, c'est l'identification même des personnels attachés aux opérations de recensement qui fait l'objet de soins particuliers, avec l'hésitation constante entre le recours à un personnel « spécialisé » dans la connaissance de la « population musulmane » en tant que population définie comme irréductiblement spécifique, et la nécessité de surmonter les résistances des Algériens à subir un encadrement

34. AD Rhône, 248W360, Résorption des bidonvilles, Lône Félizat, opération n° 2, janvier 1960.

35. AD Rhône, 248W360, Contrôle du bidonville situé boulevard de ceinture (1962) et contrôle du recensement des personnes logeant au 98 chemin de Saint-Priest, Lyon 8^e (1960).

36. É. ELONGBIL EWANE, 2008, p. 424.

spécifique. Cette dialectique se manifeste dès le RGP de 1954, avant même que le conflit armé ne commence. La préfecture de la Seine recommande en effet que cette population soit recensée par « des agents recenseurs les connaissant bien et parlant l'arabe (par exemple les contrôleurs de la main-d'œuvre nord-africaine)³⁷ ». Elle recommande ainsi des personnels relevant du ministère du Travail et donc de la dimension sociale plutôt que policière du contrôle colonial. Même pour procéder à un comptage global, qui évite l'établissement de fiches individuelles, la municipalité juge également nécessaire de mobiliser un personnel digne de la plus grande confiance possible : le maire lui-même, son premier adjoint et le secrétaire général de mairie vont procéder seuls au comptage de plus de 4 000 personnes. La proximité militante des deux élus, depuis l'entre-deux-guerres, avec les Algériens résidant à Nanterre proches du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) est en effet susceptible d'offrir des gages de confiance suffisants³⁸. Pour la municipalité communiste de Nanterre, la « confiance » des Algériens est à lier au partage de mêmes convictions politiques. Pour l'administration préfectorale, elle tient au partage d'une même langue, à l'absence de fonction répressive et éventuellement à des pratiques « bienveillantes ».

Revenons à « l'enquête sociologique » menée en 1959. Les caractéristiques des enquêteurs de ce rapport, recherchées explicitement par la préfecture de la Seine qui les recrute, sont extrêmement significatives de la logique d'encadrement colonial attachée à ces comptages. En effet, malgré une pratique ancienne de surveillance des Algériens en région parisienne par la préfecture de Police, ou plutôt à cause d'elle, la préfecture de la Seine cherche des agents non administratifs. Le souci du préfet de trouver des agents qui ne soient en rien assimilables, par les enquêtés, aux personnels policiers est tel qu'il confie cet important recensement de l'un des plus grands bidonvilles d'Algériens de la région parisienne, en pleine guerre d'indépendance algérienne, au GEANARP. Cette association est constituée de jeunes membres de la MJC de Courbevoie, engagés dans un « groupe d'initiation économique et sociale », qui mènent des activités depuis 1957 auprès des enfants du bidonville des Pâquerettes. Aux yeux du préfet, ils ont le mérite d'avoir gagné la confiance des habitants du bidonville « d'une façon absolument désintéressée et bénévole [...]. Depuis plus d'un an, ils se dévouent constamment et efficacement auprès des populations des bidonvilles à Nanterre et paraissent particulièrement compétents³⁹ ». Claude Huet, pilier de ce groupe qui vit sur place à partir de 1958, souligne que les membres ont en commun d'être « cathos » et « non partisans » sur la

37. AMN, F « Recensement de 1954 », chemise « Instructions », « Recensement de la population », Préfecture de la Seine, 29/03/1954, p. 5.

38. Voir F. DE BARROS, 2013.

39. AN, F1a 5120, Recensement des bidonvilles dans le département de la Seine, Lettre du préfet de la Seine au ministre de l'Intérieur, SAMAS, le 13/12/1958.

question de l'indépendance algérienne⁴⁰. C'est leur action auprès des enfants qui les amène à s'intéresser à la résorption des bidonvilles qu'ils souhaitent accompagner dans son volet socio-éducatif. Néanmoins, contrairement à ce que prévoit la préfecture, l'absence de rattachement institutionnel clair de ces jeunes est un obstacle pour mener à bien le recensement, car tout le monde se méfie d'eux. Leur rapport signale ainsi que le FLN interdit par moments aux habitants tout contact avec eux, que la « population peu évoluée, très réticente en matière de recensement, vi[t] dans la hantise des contrôles », que la municipalité les considère comme des agents de la préfecture de Police, tandis que la police s'en prend à eux⁴¹. La multiplicité des acteurs qui recensent les bidonvilles sans se concerter entre eux, voire qui sont en tension les uns avec les autres, est ainsi une des raisons invoquées par leurs auteurs pour expliquer leur échec à couvrir l'ensemble du bidonville puisque « à la fin de 1959, beaucoup de gens recensaient le bidonville », non seulement le SAT, mais également la municipalité⁴². Même leur commanditaire semble se défier d'eux : alors que l'objectif opérationnel annoncé par la préfecture de la Seine est de préparer les relogements des habitants dont les « baraques » vont être détruites, les auteurs du recensement soulignent qu'ils n'ont pas été tenus au courant des perspectives de relogement, et ne pouvaient en faire état pour se concilier la population. Enfin, ils ne connaissent pas l'ensemble des habitants, en particulier les célibataires⁴³. Au final, le GEANARP n'est parvenu à recenser que la moitié des bidonvilles du Petit-Nanterre, signe de la difficulté extrême que représente cette opération, en particulier sans recourir à la contrainte.

Alors que la guerre est en voie de s'achever, l'organisation du RGP de 1962 à Nanterre atteste d'une attention redoublée à la qualité des personnels qui devront opérer dans les bidonvilles et/ou auprès des Algériens. Les « musulmans originaires d'Algérie » (pour la direction régionale de Paris de l'INSEE) ou les « Français musulmans » (pour la préfecture de la Seine) font l'objet d'instructions spécifiques en direction des municipalités de la région. Elles ont en commun d'indiquer des dispositions pour que les agents recenseurs puissent s'appuyer sur l'assistance pratique mais surtout les « conseils et indications⁴⁴ » ou « renseignements⁴⁵ » de différents personnels spécialisés

40. Entretien avec Claude Huet, réalisé par Victor Collet et Rosa Olmos en 2014. Cet entretien est conservé dans les collections audiovisuelles de La Contemporaine.

41. AN, F1a 5120, « Éléments d'étude sociologique sur le bidonville du Petit-Nanterre », s.d. [1960].

42. *Ibid.*

43. *Ibid.* L'auteur n'apparaît pas, mais il s'agit sans doute de Jean-Paul Imhoff et Claude Huet, fondateurs du GEANARP.

44. AMN, série F, Carton « recensement de 1962 », chemise « personnel ». Lettre du préfet de la Seine aux maires des arrondissements de Paris et des communes suburbaines, 05/03/1962 et Lettre du Directeur régional de la Région de Paris de l'INSEE aux maires, le 28/02/1962.

45. AMN, série F, Carton « recensement de 1962 », chemise « personnel ». Lettre du préfet de la Seine aux maires des arrondissements de Paris et des communes suburbaines, 05/03/1962.

dans l'encadrement des Algériens : les conseillers sociaux pour les affaires musulmanes « de leur secteur » (préfet de la Seine), ou les personnels en lien avec les CTAM et les officiers SAT tels que les présidents d'associations – qui assurent des services sociaux destinés aux Algériens et/ou gèrent des foyers d'hébergement – et les gérants de foyers. La variété des spécialistes recommandés soit par la préfecture de la Seine, soit par la direction régionale de l'INSEE, qui écrit sous la directive du ministère de l'Intérieur, est un indicateur supplémentaire de la dispersion autant que de la quantité importante des acteurs intervenant en matière d'encadrement colonial dans la Seine, et donc procédant à des recensements sur les bidonvilles. Toutefois, les deux tutelles du recensement s'accordent sur le fait que ces « spécialistes » ne doivent « en aucun cas⁴⁶ » intervenir directement. Du côté de la mairie, la logique est similaire, mais inversée. Similaire parce que le relevé de la population algérienne en tant que tel fait l'objet de préparations spécifiques (des fiches, documents et réunions) car « les Nord-Africains logés en “bidonvilles” seront recensés à part⁴⁷ ». Inversée parce que ces derniers seront enquêtés par les soins des « agents communaux qui sont connus de cette population et notamment les assistantes sociales⁴⁸ ».

Ainsi, le consentement au recensement des Algériens est recherché pour chaque opération. Lancinante en ce qu'elle revient systématiquement dans les discussions préparatoires, l'attention portée aux agents recenseurs souligne l'importance des difficultés anticipées en raison du rapport colonial : non pas uniquement le statut colonial des habitants, mais également le rapport de domination et le contexte de forte contestation de cette dernière pendant la guerre d'indépendance. Cette question est toutefois réglée de façon différente selon les territoires : à Lyon par le nombre de personnes engagées à chaque opération sur le terrain et la présence visible de la police, à Nanterre par les qualités supposées empathiques d'individus non impliqués officiellement dans le contrôle policier et/ou colonial.

De ce fait, on peut faire l'hypothèse qu'un lien existe entre les types d'acteurs impliqués dans les comptages et les caractéristiques de ces derniers dont on a vu au début de cette partie qu'elles variaient également selon les villes. Tout d'abord, l'ampleur de l'encadrement colonial et répressif en région parisienne est sans commune mesure avec celui qui existe ailleurs, et en particulier à Lyon. Aux services du SAMAS déconcentrés dans toutes les préfectures (des départements à « forte présence musulmane ») sous l'égide d'un CTAM et, à partir de 1958, aux SAT, s'ajoutent en effet les personnels

46. AMN, série F, Carton « recensement de 1962 », chemise « personnel ». Lettre du préfet de la Seine aux maires des arrondissements de Paris et des communes suburbaines », 05/03/1962.

47. AMN, série F, Carton « recensement de 1962 », chemise « personnel ». CR des réunions préparatoires des 28/02 et 09/03/1962. Secrétariat général de la mairie.

48. *Ibid.*

de la PPP (notamment la Force de police auxiliaire⁴⁹) et la proximité des administrations centrales (SAMAS et contrôleurs sociaux du ministère du Travail). Par ailleurs, les caractéristiques individuelles de personnels au recrutement similaire peuvent également avoir pesé. Ainsi, les deux CTAM respectivement responsables des SAMAS départementaux de la Seine et de Lyon au cours de cette période, bien qu'étant tous deux administrateurs des services civils d'Algérie (ASCA), ayant effectué la première partie de leur carrière dans l'administration de communes mixtes en Algérie et appartenant, aux dires de leurs supérieurs, à « l'élite du corps », présentent cependant des profils qui se différencient par ce que ces derniers auraient pu appeler leur « style administratif ».

En effet, Jean Corréard, en poste à la préfecture de la Seine de 1954 à 1964, est le premier ASCA à avoir été détaché en métropole, dès 1949, dans un premier temps de façon expérimentale, pour mettre en place un dispositif local d'encadrement des Algériens résidant en métropole. Ce détachement procède en partie de l'initiative de l'intéressé lui-même qui, à partir de ses fonctions dans deux communes mixtes différentes, s'intéresse particulièrement à la migration de ses administrés vers la métropole⁵⁰. Il appréhende ces derniers en fonction de leurs appartenances ethniques (hiérarchisant Kabyles et Chaouiās), attestant ainsi de la même attention aux origines des Algériens présents en métropole que les « enquêteurs » du GEANARP. Ses évaluateurs notent, à partir de 1958, qu'il « manque un peu de souplesse avec les services⁵¹ ». L'ensemble de ces indications fait apparaître ce précurseur comme un spécialiste intellectuel (il rédige plusieurs études sur la migration des Algériens placés sous son autorité en Algérie) attaché aux spécificités « ethnographiques » des migrants algériens.

À l'inverse, Georges Martin, qui occupe à Lyon des fonctions similaires de 1951 à 1964, a un profil de spécialiste du « paysannat », c'est-à-dire de l'encadrement des activités agricoles et artisanales des Algériens qu'il administrait en Algérie : un spécialiste davantage de ce qu'ils « font » que de ce qu'ils « sont ». En métropole, détaché dans un cadre urbain, il va s'investir dans les questions de logement au point d'y obtenir non seulement des résultats jugés très positifs, mais aussi de s'intégrer au milieu administratif dans lequel il évolue, contrairement à son homologue parisien. Son départ de la préfecture du Rhône en 1964 pour rejoindre la Logirel, filiale HLM de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (SONACOTRAL), atteste de l'appréciation favorable de l'approche

49. La FPA est composée de soldats d'origine algérienne, improprement désignés comme « harkis », qui sont chargés des opérations répressives contre le FLN et ont des méthodes particulièrement brutales.

50. AN, 19770163, art. 34, Jean Corréard, Mémoire rédigé par JC en juin 1952 pour motiver sa demande d'assister au cycle de formation du centre des hautes études administratives.

51. AN, 19770163, art. 34, Jean Corréard, appréciation de 1958.

technique et sociale dont il a fait preuve dans la gestion des résorptions⁵². Cette approche semble s'incarner dans les renseignements enregistrés dans les comptages des bidonvilles lyonnais pendant la guerre d'indépendance. Comme l'a remarqué également Emmanuel Blanchard dans sa comparaison de deux préfets en poste en Algérie avant de diriger la PPP⁵³, de ces deux CTAM c'est le métropolitain, Jean Corréard, qui développe une approche différentialiste des Algériens, tandis que le fils de colon Georges Martin atteste d'une appréhension plus égalitariste.

Toutefois, et comme déjà indiqué, cette variation territoriale n'est que relative et elle ne doit pas éclipser l'ambiguïté foncière de la catégorie du bidonville au cours de cette période, à la fois comme catégorie d'action et de comptage. Les politiques publiques de résorption institutionnalisées par la suite peuvent donner l'illusion qu'elle est singulière, alors qu'elle n'est que l'une des catégories de logement des Algériens au travers desquelles l'administration cherche à les contrôler. Dans les régions où l'existence de bidonvilles est faible⁵⁴ ou nulle, le contrôle à la fois social et policier des Algériens s'opère au travers des autres formes de logement, qu'il s'agisse des « garnis » ou « hôtels meublés » ou, surtout, des foyers, avant même la création de la SONACOTRAL. Lorsqu'ils sont jugés dangereux du fait de la concentration des indépendantistes y séjournant, le préfet peut ainsi réserver aux foyers le même sort qu'aux bidonvilles : la destruction, préparée par un recensement des occupants à reloger⁵⁵. Les recensements menés dans les bidonvilles avant l'indépendance algérienne devraient ainsi être comparés à ceux des autres catégories de logements contrôlés des Algériens.

2. De nouvelles catégories à l'heure d'une politique nationale de lutte contre l'habitat insalubre ? (1965-1975)

Dans les années qui suivent l'indépendance, le vote de deux lois (Debré en 1964, Nungesser en 1966) fait des bidonvilles une question politique nationale. Une troisième adoptée en 1970 (loi Vivien) l'intègre à la question de l'habitat insalubre en général, prise en charge par le seul ministère de l'Équipement. Les grands bidonvilles finissent par disparaître en 1974. La « fin » des bidonvilles coïncide ainsi avec leur intégration dans une politique plus large de lutte contre l'habitat insalubre, qui ne concerne pas seulement les migrants étrangers et post-coloniaux. Est-ce à dire que les recensements et comptages menés dans ce nouveau cadre légal renoncent à l'identification des habitants selon des critères nationaux et/ou ethnicisants présente au cours de la période

52. AN, 19770163, art. 87, Georges Martin, feuille signalétique 1961.

53. E. BLANCHARD, 2011, p. 180-183.

54. C. BOUVIER, 2008 ; N. AMARA, 2008.

55. É. ELONGBIL EWANE, 2008, p. 424.

antérieure ? On aurait pu le croire d'autant plus que ces lois marquent également le passage de cette action publique du giron du ministère de l'Intérieur à celui de l'Équipement. Or il apparaît que les catégories comme les acteurs mobilisés par ces recensements contribuent à ce que l'origine migratoire des habitants des bidonvilles – qui s'est diversifiée, avec un poids de plus en plus important des Portugais – continue d'être davantage ciblée que leur habitat. En effet, l'enquête nationale sur les bidonvilles de 1966 porte la marque des services issus de la période coloniale qui sont particulièrement prégnants en région parisienne (1). Par la suite, les catégories ethnicisantes disparaissent des résultats des RGP mais restent au centre des comptages relatifs à l'action publique en direction des bidonvilles (2).

Une première enquête nationale indexée sur les méthodes parisiennes et centrée sur la question algérienne (autour de 1966)

L'adoption des lois Debré en 1964 et Nungesser en 1966 intègre juridiquement l'action étatique en direction des bidonvilles à une politique nationale. Cependant, le poids, dans les instances en charge de cette politique, des services parisiens d'encadrement des Algériens pendant la période coloniale et l'ampleur des bidonvilles autour de la capitale conduisent à ce que les pratiques parisiennes de contrôle des habitants des bidonvilles s'imposent dans les opérations de recensement. La visée de ces opérations n'est pas nécessairement liée à des objectifs immédiats de relogement, mais de justification des lois et de planification de leur application.

La loi Debré du 14 décembre 1964 tend à « faciliter, aux fins de reconstruction et d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres ou irrécupérables, communément appelés “bidonvilles”⁵⁶ ». Comme le souligne Marie-Claude Blanc-Chaléard, ceux-ci « sortent du domaine d'exception de la période algérienne⁵⁷ » sur le plan légal. Mais pas sur celui des pratiques, en raison d'une continuité des personnels impliqués. En effet, le « groupe d'études sur les bidonvilles » mis en place au sein du ministère de la Construction en février 1965 est présidé par Michel Massenet⁵⁸, qui fut délégué à l'action sociale en faveur des Français musulmans d'Algérie de 1958 à 1965, et vient de devenir délégué à l'action sociale en faveur des travailleurs étrangers. Malgré la présence de représentants d'associations travaillant dans les bidonvilles portugais et espagnols, ce groupe se compose largement de représentants d'institutions marquées par ou issues de la guerre d'indépendance : la SONACOTRA, la

56. É. ELONGBIL EWANE, 2008, p. 199.

57. M.-C. BLANC-CHALÉARD, 2016, p. 197.

58. AN, F1a 5116, Résorption des bidonvilles, Commission permanente des bidonvilles, rapport du secrétariat d'État au Logement, *État actuel de la résorption des bidonvilles*, 7 février 1966.

préfecture de la Seine et l'ex-SAMAS, désormais SLPM. Marc Roberrini, chargé de mission du SLPM pour la région parisienne, a fait l'essentiel de sa carrière dans l'administration coloniale au Maroc, puis en Algérie. Il a un profil particulier : c'est un homme d'action, avec une expérience militaire de sept années récompensée par ses supérieurs. Contrôleur civil au départ, il entre tardivement dans le corps des administrateurs civils d'Algérie. Considéré par des supérieurs comme un homme intelligent et bon organisateur, son caractère « peu souple » est également souligné⁵⁹. Sa nomination en région parisienne à l'issue de la guerre donne à penser que la préfecture a recruté un profil d'homme « à poigne », jugé plus à même de mener à bien sa mission auprès des migrants. La composition de ce groupe d'étude montre en tout cas que la région parisienne est toujours au centre des préoccupations (en particulier Nanterre, Champigny et La Courneuve), et la continuité avec les anciens services en charge des « FMA » y est importante.

Les personnels du ministère de l'Intérieur supplantent ainsi en pratique la tutelle légale du ministère de la Construction. De fait, les deux administrations mènent deux recensements des bidonvilles situés en dehors de la région parisienne quasiment en parallèle : en septembre 1964, le ministère de la Construction commande une enquête pour préparer la loi Debré et en 1965, Michel Massenet fait de même mais pour la seule population étrangère⁶⁰. Si l'absence de sources ne permet de pas de savoir si les méthodes et les informations recueillies divergent, l'existence même de ces deux enquêtes souligne que la concurrence entre les deux administrations s'incarne jusque dans le comptage des bidonvilles. Dans le département de la Seine, elle semble jouer en faveur de l'ancien encadrement colonial, puisque Marc Roberrini est mandaté pour diriger fin 1965 un premier recensement global. Il dénombre près de 40 000 personnes dans 89 bidonvilles, les plus importants étant ceux de Champigny (14 000 habitants, presque tous Portugais), Saint-Denis (10 000 habitants parmi lesquels dominent Portugais et Espagnols) et Nanterre (9 300 personnes, très majoritairement algériennes et marocaines)⁶¹. Les seuls éléments conservés de ce recensement sont des tableaux statistiques par département, qui reprennent exactement les mêmes catégories que le recensement du SAT de 1959 : pour chaque bidonville des différentes communes apparaissent le nombre de baraques, le nombre de familles, d'enfants, de célibataires, leur origine et le total d'habitants.

59. AN, 19840079, art. 8, dossier de carrière des ASCA.

60. Leurs résultats ne sont pas nécessairement contradictoires : 350 bidonvilles abritant 50 000 personnes au total selon le ministère de la Construction, 8 600 étrangers d'après l'enquête Massenet. AN, F1a 5116, Résorption des bidonvilles, Commission permanente des bidonvilles, rapport du secrétariat d'État au Logement, *État actuel de la résorption des bidonvilles*, 7 février 1966.

61. AN, F1a 5116, Résorption des bidonvilles, Commission permanente des bidonvilles, rapport du secrétariat d'État au Logement, *État actuel de la résorption des bidonvilles*, 7 février 1966.

On ne dispose guère d'indication sur le déroulement du recensement de 1965 à Nanterre. À cette époque, les bidonvilles de la Seine font l'objet d'une action publique qui varie en fonction de l'origine de leur population. Les grands bidonvilles de Champigny et de Seine-Saint-Denis bénéficient d'aménagements (voirie, ramassage des ordures) pour rendre le quotidien des habitants plus tolérable. À Nanterre en revanche, aucune amélioration n'est mise en place par les pouvoirs publics. Il n'y a pas de projets de résorption globale dans l'immédiat, seulement des opérations ponctuelles, mais les bidonvilles nanterriens restent l'objet d'un fort investissement des services administratifs, surtout pour limiter leur croissance et surveiller leurs habitants. Les interventions de la « brigade Z », mise en place pendant la guerre d'indépendance, visent à empêcher les nouvelles constructions et même les travaux de consolidation⁶². Les autres services créés à l'époque de la guerre d'indépendance sont toujours présents : le SAMAS reconverti en SLPM, en charge des relogements, et le SAT, pour l'assistance administrative. Leurs méthodes et leurs catégories d'analyse n'ont guère évolué malgré l'indépendance. Un article de *France-Soir* paru en novembre 1965 donne un aperçu du poids toujours important des conseillers sociaux du SLPM dans l'encadrement des bidonvilles : « Ces deux hommes, nés en Algérie, sont les “maires” des bidonvilles ». Les hommes en question, M. Solbes et M. Romero, sont tous deux d'anciens militaires qui œuvraient déjà dans les bidonvilles de l'ouest parisien pendant la guerre d'indépendance et font preuve d'un extrême paternalisme⁶³. Ils disposent probablement d'un fichier régulièrement mis à jour des habitants, mais aucune trace n'en subsiste. Il ne fait en tout cas aucun doute qu'ils supervisent ou au moins participent au recensement de 1965 à Nanterre. Une note de la préfecture de police datée du 30 décembre 1965 laisse entendre que le SAT en est également partie prenante⁶⁴.

La loi Nungesser amende la loi Debré en permettant de définir un périmètre d'expropriation comprenant tous les terrains nécessaires à une opération d'urbanisme, afin de faciliter les résorptions. Dans ce contexte, le ministère de l'Intérieur ordonne aux préfets de lancer une « enquête nationale » par la circulaire du 16 juin 1966 pour que la « commission permanente des bidonvilles » (qui a succédé au « groupe d'études sur les bidonvilles ») soit

62. AN, 19770391 art. 7, lettre du préfet de la Seine au sujet de l'évacuation du bidonville de la Garenne, le 29/11/1960.

63. Ils attribuent des places en cités de transit ou en HLM lors des rares opérations de relogement, parfois contre le versement de pots-de-vin, selon Monique Hervo, « établie » au bidonville de la Folie à Nanterre (voir son Journal (Carnet de bord), cahier n° 5, année 1966, conservé à l'Institut d'histoire du temps présent) et Thérèse Behaghel, une assistante sociale de la mairie de Nanterre (entretien avec Thérèse Behaghel, octobre 2009).

64. AN, F1a 5120, recensement des bidonvilles de la Seine, lettre du préfet de Police au ministre de l'Intérieur sur les problèmes posés par le mouvement migratoire des Nord-Africains et des Africains vers la France.

« informée aussi exactement que possible sur la situation des mal-logés⁶⁵ ». Non seulement la préfecture de la Seine n'est pas concernée, puisqu'une enquête vient d'y être menée, mais les instructions du ministre de l'Intérieur reprennent largement les catégories et méthodes qu'elle a utilisées en 1965. La circulaire du 16 juin 1966 est en effet accompagnée d'un tableau à compléter joint en annexe qui comporte les rubriques suivantes : commune, nombre de bidonvilles, nombre d'isolés dont salariés, nombre de ménages, nombre d'hommes dont salariés, femmes, enfants. Chaque rubrique doit être renseignée en fonction de la nationalité, voire de catégories ethnisantes (Noirs)⁶⁶. La « nationalisation » de la question des bidonvilles se fait donc par l'extension des catégories parisiennes à l'ensemble du territoire métropolitain. Dès lors, la question de l'origine des habitants des bidonvilles est au centre des résultats et des conclusions qui sont tirées de cette « nouvelle » enquête. Les résultats agrégés, calculés à partir du recensement de la Seine de 1965 et du recensement national de 1966, sont présentés par l'inspecteur général Giudicelli à travers trois tableaux : le premier est organisé par région, le deuxième par situation familiale, et le dernier, présenté ci-dessous, fait ressortir l'origine des migrants (Figure 4).

Figure 4. Recensement des « bidonvilles » de France, SLPM, 1966 (par nationalité)

NATIONALITE	REGION PARISIENNE	- FRANCE - REGION PARISIENNE EXCLUE	- FRANCE -
FRANÇAIS	116	5.791 - 182	5.907 - 182
NORD-AFRICAINS	20.436	11.355 - 254	31.791 - 254
ITALIENS	211	206	417
ESPAGNOLS	1.364	2.783	4.147
PORTUGAIS	15.311	234	15.545
NATIONALITE AUTRE OU NON DETERMINEE	9.389	8.150	17.539
TOTAUX	46.827	28.519 - 441	75.346 - 441

A. GIUDICELLI,
Inspecteur Général,
MINISTRE de l'EQUIPEMENT

Source. AN F1a 5116, Rapport de A. Giudicelli, « Bidonvilles, France métropolitaine. Étude statistique sur le dénombrement, la situation familiale et la nationalité des personnes vivant en bidonville », [1966].

65. AD Rhône, 248W354.
66. La circulaire précise : « Français, Algériens, Marocains, Tunisiens, Noirs, Italiens, Espagnols, Portugais, Yougoslaves, Autres ». C'est nous qui soulignons.

André Trintignac, responsable du bureau des études économiques de la Direction de la construction, reprend ce tableau pour réaliser un rapport intitulé « Pour une politique concertée du relogement et de l'action socio-éducative appliquée à la résorption des bidonvilles », commandé par le ministère des Affaires sociales et la direction de la Construction⁶⁷. À partir des données de l'inspecteur Giudicelli, André Trintignac calcule que les « Nord-Africains » représentent 42 % de la population des bidonvilles à l'échelle nationale, les Portugais 20 %, et les nationalités « autres ou indéterminée » 24 %. Il précise en outre que « cette dernière rubrique recouvre en fait une proportion importante de Français et notamment de Français d'origine nomade ».

Or, l'examen des résultats par bidonville et par commune montre que ces résultats agrégés sont erronés. Ils tendent en effet à sous-estimer les Portugais et les Espagnols, ce qui aboutit à surestimer la présence des « Nord-Africains ». Par exemple, le recensement de la préfecture de la Seine de 1965 fait apparaître un total de 2 295 habitants au bidonville de l'ancien chemin de Marville, dit « La Campa » à La Courneuve. Dans la colonne « origine » apparaît la mention « Espagnols, Nord-Africains et Grecs », sans indication de proportion. Dans la version agrégée de 1966, ces 2 295 habitants sont catégorisés comme « non renseigné » (NR). Or, la majorité des habitants de la Campa étaient Espagnols⁶⁸. De même, à Saint-Denis, le recensement de 1965 précise que les 3 220 habitants du bidonville du Franc-Moisin sont Espagnols et Portugais. À côté de cet immense bidonville, une dizaine d'autres, bien plus petits, accueillaient pour certains uniquement des « Nord-Africains », pour d'autres des Portugais et des Espagnols, d'autres encore abritant les trois nationalités. Au total, 4 800 personnes environ habitaient les bidonvilles dyonisiens. Mais dans les résultats agrégés à l'échelle de la commune de 1966, 4 270 habitants des bidonvilles sur 4 800 sont désormais classés « NR », et il est précisé en observation que ces 4 270 personnes sont des « Espagnols, Nord-Africains, Portugais et divers ». Les 3 220 Espagnols et Portugais du Franc-Moisin ont à nouveau été fondus dans la masse des « NR » alors qu'ils composent l'essentiel de la population d'un des plus grands bidonvilles de Seine-Saint-Denis. Seuls les 15 000 Portugais du bidonville de Champigny y sont identifiés comme tels. De leur côté, les Algériens, Marocains et Tunisiens, qui cohabitent fréquemment dans les bidonvilles (les Algériens sont la plupart du temps très majoritaires) sont recensés comme « Nord-Africains » et sont ainsi beaucoup mieux comptabilisés que les Portugais et les Espagnols. Contrairement à ce qu'indique le rapport Trintignac, la nationalité « autre ou non renseignée » correspond donc à des Portugais et Espagnols plutôt qu'à des Français ou des « Nomades ». Les sources dont on dispose ne permettent pas de dire si c'est le

67. Pour Blanc-Chaléard, « l'approche psychosociologisante [de ce rapport] conduit à une catégorisation qui ne se distingue guère des idées reçues qui émaillent les rapports de police ou des autres habitués des résorptions (Roberrini) », M.-C. BLANC-CHALÉARD, 2016, p. 254.

68. F. VIDAL, 1966.

SLPM qui est responsable de cette présentation très biaisée ou M. Giudicelli, en charge de la rédaction du rapport de 1966. Quoi qu'il en soit, si l'enjeu du recensement était de prendre la mesure du problème des bidonvilles dans son ensemble, celui-ci est largement ramené à un problème « nord-africain ». Il légitime une politique migratoire restrictive à l'encontre des Algériens, appelée régulièrement de ses vœux par le SLPM. C'est sur ce recensement que s'appuie le rédacteur d'une note destinée au ministre de l'Intérieur, pour souligner que la résorption des bidonvilles « ne trouvera ses pleines chances de succès que si certaines immigrations particulièrement inopportunes sont endiguées au cours des trois prochaines années par des mesures cohérentes dont la définition sera la responsabilité propre du ministère des Affaires sociales⁶⁹ ».

À la même époque, la situation est très différente en région lyonnaise. Les acteurs restent les mêmes (police municipale, SAT, MAN) mais les catégories utilisées évoluent plus rapidement. En juillet 1964, une note sur la résorption des bidonvilles de l'agglomération lyonnaise fait encore référence aux « familles musulmanes⁷⁰ » et en 1966, le commissaire divisionnaire du commissariat central évoque le recensement des « Nord-Africains » occupant un bidonville à Vénissieux⁷¹. D'ailleurs, l'enquête nationale de 1966 donne bien lieu à un recensement des bidonvilles fondé sur l'origine des habitants. Dans les années qui suivent, les recensements ne font cependant plus état que de la nationalité ou du lieu de naissance des habitants des bidonvilles. Lors du recensement du bidonville de la rue du 4-Août, en 1967, la nationalité des habitants n'apparaît plus⁷². Surtout, le salaire, les ressources générales et l'employeur sont systématiquement mentionnés. Un courrier du chargé de mission du SLPM lyonnais, Jean-Pierre Gat, ancien administrateur des services civils d'Algérie, adressé au maire de Saint-Priest, demande à celui-ci d'établir sur chaque membre de la famille des fiches particulières qui devront préciser « les activités exercées par son chef [...], les ressources générales de la famille et ses intentions quant au relogement qui pourrait se situer en dehors de cette commune⁷³ ». Le ton des rapports et des correspondances techniques, précis et avec un certain souci des habitants, tranche également avec ceux de la région parisienne, fréquemment parsemés de considérations sur les capacités d'adaptation des migrants en fonction de leur origine, mais peu diserts sur leur situation économique. Ces pratiques d'enquête orientées vers le relogement des habitants des bidonvilles sont à mettre en rapport avec le profil de leur auteur, proche de celui de Georges Martin, qu'il remplace. Comme lui, Jean-Pierre Gat est en effet chargé du paysannat et des questions économiques et

69. AN, F1a 5116, Résorption des bidonvilles, Commission permanente des bidonvilles, note du directeur général des affaires politiques et l'administration du territoire, SLPM, pour le ministre de l'Intérieur, le 5 juillet 1966.

70. AD Rhône 248W354, recensement des bidonvilles.

71. *Ibid.*

72. AD Rhône 248W362, bidonville du 175 rue du 4-Août.

73. AD Rhône 248W362, bidonville de Saint-Priest.

sociales lorsqu'il est administrateur en Algérie et est décrit dès le début de sa carrière comme un « excellent fonctionnaire ». Ses supérieurs soulignent à plusieurs reprises ses bonnes relations avec les « musulmans », en raison de son « caractère droit, épris de justice et particulièrement honnête⁷⁴ ». De plus, exerçant ces fonctions dans les Territoires du Sud où la guerre d'indépendance prend des formes euphémisées, il n'est pas socialisé à un rapport belliqueux avec les Algériens. Intégré à la préfecture du Nord après l'indépendance, il rejoint celle du Rhône en 1966 où ses dispositions ne peuvent qu'être encouragées par la présence de Georges Martin à la Logirel, le principal organisme de logement social lyonnais impliqué dans le relogement des habitants des bidonvilles. Le profil de Jean-Pierre Gat est ainsi congruent avec un paysage administratif local dans lequel le directeur du cabinet du préfet manifeste des dispositions similaires aux siennes à l'égard des habitants des bidonville. En préparation de la résorption finale du bidonville de la rue du 4-Août, prévue le 23 août 1968, Hubert Husson, directeur de cabinet du préfet du Rhône, écrit en effet au commissaire chargé de l'opération d'expulsion, demandée par le propriétaire du terrain, pour « attirer[r] son attention sur l'aspect social et humain de l'expulsion des habitants qui ne [lui] semble devoir être envisagée que dans la mesure où une possibilité de relogement pourra leur être offerte ». Il demande en outre que l'intervention des services de police soit limitée « au recensement des occupants et à la poursuite de leurs exploiters⁷⁵ ».

Dans les années qui suivent l'indépendance algérienne, la question des bidonvilles est donc considérée au niveau politique comme un problème national rattaché aux questions de logement, mais les méthodes de recensement choisies montrent qu'il reste aux mains des anciens services parisiens en charge des « FMA ». Encore prépondérants dans la gestion des résorptions des bidonvilles, ces services ont repris des méthodes qui conduisent davantage à désigner parmi les étrangers les nationalités jugées indésirables et à légitimer une politique d'immigration restrictive, plutôt qu'à faire disparaître les bidonvilles et à reloger leurs habitants. Or ces modalités de comptage perdurent en région parisienne lors de la mise en œuvre d'une politique de résorption et de relogement, malgré l'intégration des bidonvilles dans la catégorie urbaine plus large de l'habitat insalubre.

La persistance des catégories ethnicisantes dans le cadre de la politique de résorption de l'habitat insalubre

Adoptée en juillet 1970, la loi Vivien se veut expéditive et efficace : elle repose sur une procédure de déclaration d'insalubrité qui permet d'exproprier rapidement et de sanctionner les marchands de biens. Elle donne accès à de

74. AN, 19990084, art. 4, dossiers de carrière ASCA.

75. AD Rhône 248W362, lettre du directeur de cabinet du préfet au commissaire divisionnaire, le 14 mars 1967.

nouveaux financements et, surtout, vise au relogement et à l'inclusion sociale des populations logées dans l'habitat insalubre⁷⁶. Celui-ci devient l'objet d'une politique publique à part entière, qui n'est plus réduite aux bidonvilles, ni aux étrangers. Cependant, l'origine des habitants reste un élément déterminant pour les services en charge de la résorption de l'habitat insalubre. Si les recensements agrégés de l'habitat insalubre et donc des bidonvilles limitent l'origine des habitants aux catégories juridiques distinguant Français et étrangers, les catégories ethnicisantes sont au centre des comptages prévus pour les opérations de résorption.

Dès le 15 janvier 1970, le ministère de l'Équipement et du Logement avait réclamé un recensement de l'habitat insalubre dans toutes les villes de plus de 5 000 habitants. Suite au faible nombre de réponses, Robert Lion, directeur de la Construction, renouvelle sa demande le 4 juin 1970 en transmettant des prescriptions pour le recensement de l'habitat insalubre. Celles-ci sont particulièrement révélatrices de la persistance des catégories ethnicisantes⁷⁷. L'annexe I de la note, qui concerne le recensement de l'habitat insalubre à proprement parler, établit une distinction juridique entre « population française » et « population étrangère ». Les « Nord-Africains » semblent ainsi ne plus être au cœur des opérations de recensement. Mais l'annexe II, qui concerne les résorptions et vise à préparer les relogements, propose un tableau très précis des habitants concernés, qui distingue « population française d'origine », « population étrangère d'origine européenne », « population étrangère d'origine africaine » et « nationalité autre ou indéterminée ». La « population française d'origine » est elle-même subdivisée entre « d'origine nomade », « originaire des DOM-TOM » et « toutes autres origines », tandis que la population d'« origine africaine » est divisée entre « Nord-Africains » et « Africains noirs ». Malgré le ton impératif du courrier du 4 juin, il semble que l'enquête nationale sur l'habitat insalubre de 1970 ne connaisse qu'un succès relatif puisqu'en novembre 1970, onze départements n'ont pas répondu, dont certains parmi les plus concernés comme Paris, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne. En ce qui concerne les bidonvilles de la région parisienne en particulier, « on a recouru aux renseignements fournis en 1970 par le service régional de liaison et de promotion des migrants⁷⁸ ». Alors même que la politique de résorption des bidonvilles a migré vers le ministère de l'Équipement, c'est donc toujours le SLPM qui produit les données statistiques sur lesquelles celui-ci s'appuie. Par la suite, il est probable que les recensements annuels des bidonvilles publiés par le groupe interministériel permanent chargé de la résorption de l'habitat insalubre (GIP-RHI) de 1971 à 1973 continuent de s'appuyer sur les données

76. Le détail de cette loi est présenté dans M.-C. BLANC-CHALÉARD, 2016, p. 303-304.

77. Les documents cités ont été publiés dans F. DE BARROS, 2005, p. 36-37.

78. AN, 19790097, art. 27, Résorption des bidonvilles, « Le recensement des bidonvilles en 1970 », note du ministère de l'Équipement et du Logement, direction de la construction, service de l'habitation, novembre 1970.

fournies par les rapports du SLPM. Dans les deux cas, on constate l'abandon des catégories ethniques et de l'origine nationale dans les résultats chiffrés des recensements, qui se contentent désormais d'opposer les habitants français et étrangers, selon une logique qui s'inscrit bien dans cette période d'émergence d'une remise en cause de l'immigration⁷⁹. Les rapports du SLPM rédigés par Marc Roberrini continuent cependant de comporter certains développements où l'origine est le principal facteur d'analyse des comportements économiques des migrants ou de leur attitude face au relogement. Il est ainsi question de « l'entêtement originel » des Africains, décrits comme « frustes et moins appelés à adopter notre civilisation », tandis que les Portugais « ont poussé leur souci d'économie jusqu'à l'avarice parfois la plus sordide »⁸⁰. Ces catégorisations ont des effets très concrets, puisqu'elles participent à la perpétuation de la stigmatisation de certaines populations habitant dans des bidonvilles sur la base de l'origine, notamment dans la gestion du parc HLM⁸¹.

Dans les RGP, l'intégration de la catégorie bidonville en tant que catégorie de logement s'accompagne quant à elle de l'institutionnalisation du recours à un personnel spécialisé dans les publics étrangers pour les recenser. C'est au moment de la première décrue des bidonvilles que la catégorie fait son apparition au RGP de 1968⁸². Dans les documents que les agents recenseurs doivent distribuer ou remplir, le formulaire n°4, « Bordereau de maison », comporte une rubrique portant sur les types d'habitations. Celles-ci sont cataloguées en sept catégories, dont la deuxième est « habitation de fortune (telle que wagon, baraques de "bidonvilles", bâtiment habité bien qu'en ruine, ...) »⁸³. À Nanterre, le bidonville apparaît toujours comme une catégorie pratique de recensement. Plusieurs notes manuscrites font un décompte de la population recensée et à recenser, et les feuillets manuscrits qui établissent l'état de rentrée des bulletins, jour par jour, précisent lorsqu'ils concernent les bidonvilles⁸⁴.

Les sources témoignent de grandes disparités dans le profil des agents recrutés pour mener les opérations de recensement dans ces bidonvilles. D'un côté, il semble que les recensements de bidonvilles ou de zones comportant une importante proportion d'étrangers aient parfois été confiés à des associations caritatives ou d'aide aux étrangers. Michel Pialoux rapporte que le sociologue algérien Abdelmalek Sayad aurait été agent recenseur en 1968 dans les bidonvilles de Nanterre et Aubervilliers par le biais de l'association

79. S. LAURENS, 2009.

80. AN, 19960134, art. 5, *Rapport au préfet de la région parisienne sur la résorption des bidonvilles et les problèmes des migrants*, rédigé par Marc Roberrini (SLPM) le 21/02/1970.

81. V. SALA PALA, 2013.

82. Dans le département de la Seine, on est passé de 40 000 habitants de bidonvilles en 1965 à 21 000 en 1968 avec la fin du bidonville de Champigny. AN, F1a 5120, recensement des bidonvilles de l'ancien département de la Seine, 1968.

83. AMN, « Nanterre. Évolution démographique (D'après les recensements de population) ». 1F, carton n° 1.

84. *Ibid.*

Aide à toute détresse (ATD)⁸⁵. Cette anecdote montre que les associations spécialisées dans les populations considérées comme fragiles sont désormais mises à contribution pour sélectionner les agents recenseurs, et éventuellement les former. Mais même pour du personnel formé, le recensement des bidonvilles apparaît comme insuffisamment rémunéré au regard des difficultés qu'il présente. À Nanterre, Monsieur C., surveillant principal à la SNCF, livre ses impressions suite au recensement du bidonville du 97 rue des Prés :

« Travail très long et très délicat du fait du recensement des familles algériennes et marocaines. Ces familles sont très méfiantes et renfermées. Elles ont peur de donner les renseignements nécessaires, de signer les papiers, ou de dévoiler leur vie privée. De ce fait, il me semble qu'un salaire de 0,50 frs par feuille n'est pas approprié au travail fourni (je suis obligé de remplir les feuilles à leur place)⁸⁶ ».

Ces difficultés expliquent peut-être en partie la tentative de généraliser le recrutement d'agents spécifiquement en charge du recensement des travailleurs étrangers par la suite.

Au recensement de 1975, la catégorie « bidonville » perdure non seulement comme catégorie *ad hoc* de logement, mais aussi comme catégorie opérationnelle pour procéder au recensement des étrangers, alors même que ce type de logement ne concerne qu'une proportion infime des étrangers. Les habitats de fortune, qui en 1975 recouvrent les bidonvilles, concernent en effet 0,7 % des Portugais, 1,4 % des Algériens (8 600) et 1,3 % des Marocains⁸⁷. Une circulaire visant à améliorer le recensement des étrangers, par rapport à 1968, demande aux préfets d'encourager les maires à prendre contact avec les associations locales s'occupant des travailleurs étrangers en vue de recruter parmi leurs membres des agents recenseurs devant opérer dans les zones où habitent de nombreux travailleurs étrangers. Par ailleurs, le secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés arrête une liste d'associations de soutien aux immigrés qui offrent toutes les « garanties » nécessaires, liste qui sera communiquée à l'INSEE et aux préfets afin que leur personnel puisse être affecté au recensement⁸⁸ ». Ces agents doivent le cas échéant prêter assistance aux habitants en remplissant les imprimés : « Des assistants techniques spécialement formés aideront les agents recenseurs opérant dans les zones où se trouvent un nombre important d'étrangers et interviendront à la demande des maires dans les "endroits difficiles" (hôtels, *bidonvilles*)⁸⁹ ».

85. A. PEREZ, 2015, p. 230-231.

86. AD92, 4W642, RGP 1968, CT Doucet, bidonville rue des Prés.

87. S. Hémery, L. Lori & L. Sammam, Recensement général de la population de 1975, nationalité, n° 393 des collections de l'INSEE, série D, n° 83, sept. 1981, tableau L2.

88. Procès-verbal de la Commission permanente de recensement. Séance de mardi 7 janvier 1975, Archives Bourdieu Collège de France, cité par A. PEREZ, 2015, p. 305-309.

89. Circulaire n° 75-9 du 8 janvier 1975 du ministre de l'Intérieur, direction générale des collectivités locales ; du ministère de l'Économie et des Finances, direction générale de l'INSEE et du ministre du Travail, secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés, « RGP 1975, recensement des ressortissants étrangers ». Souligné par nous.

Ainsi, le désengagement des services issus de l'administration coloniale des opérations du recensement général de la population a laissé la place à une nouvelle prise en charge spécifique des bidonvilles et des autres habitats comportant une forte population étrangère par les associations d'aide aux étrangers agréées par le secrétariat d'État aux Travailleurs immigrés, mais dont les personnels n'ont pas nécessairement de lien direct avec les habitants.

Conclusion

En 2005, Alain Desrosières proposait d'examiner la « tension » existant d'après lui entre l'« administration » et l'« observation » d'un phénomène au travers des statistiques produites sur ce phénomène selon qu'elles procèdent d'un fichier ou d'une enquête. S'appuyant sur l'évolution de l'appareil statistique public français, particulièrement pendant la seconde moitié du ^{xx}e siècle, il insistait sur le continuum existant entre les statistiques d'origine administrative (procédant de fichiers nécessaires à l'administration d'un « problème ») et les statistiques ayant pour origine une enquête menée sur un sujet donné par des professionnels de l'enquête statistique. Les comptages *ad hoc* et les enquêtes de l'INSEE illustrent un cas particulier de cette tension puisque les deux modalités statistiques semblent se confondre. Il est en effet frappant de constater que, d'une part, dans les deux cas, la catégorie urbaine du bidonville est saisie en fonction de ses habitants, migrants coloniaux, puis étrangers et que, d'autre part, les enquêtes comme les comptages donnent lieu au recrutement d'un personnel « spécialisé ». L'autonomie de l'INSEE par rapport aux politiques publiques dans sa façon de construire les catégories apparaît ainsi toute relative. L'enquête sur la façon dont le RGP a pris en compte la catégorie de bidonville demande cependant à être approfondie.

La comparaison entre les modalités franciliennes et lyonnaises des comptages administratifs menés jusqu'en 1962 dans le cadre de résorptions des bidonvilles montre que la centralité des critères ethnicisants ne découle pas mécaniquement de la participation de personnels spécialisés dans l'encadrement des populations colonisées, puisque cette participation existe tant dans la Seine qu'à Lyon. Cette différence territoriale procède sans doute d'un faisceau de facteurs, dont les plus centraux sont sans doute la violence à l'égard des forces de police, la proportion et le nombre d'Algériens, ainsi que la variété des types d'acteurs impliqués auprès de ces derniers. Or tous sont plus importants dans le département de la Seine que dans le Rhône. Mais dans ce faisceau, figure également un facteur tenant aux caractéristiques qui différencient les personnels appartenant aux mêmes corps coloniaux. Comme on l'a vu, les deux administrateurs des services civils d'Algérie qui se succèdent à la préfecture du Rhône se montrent plus investis dans une approche sociale des Algériens que ceux qui travaillent à la préfecture de la Seine.

Le parti pris méthodologique de cet article, consistant à rassembler des matériaux relatifs à différents espaces géographiques et professionnels sur une vingtaine d'années, quitte à ne pas approfondir chacun d'eux, permet d'apporter aussi des prolongements à l'analyse proposée par Alain Desrosières. En effet, les modalités d'organisation des « enquêtes » commanditées par le ministère de l'Intérieur en 1965-1966, dans un objectif de « connaissance », tout en s'appuyant pour ce faire sur l'administration en charge du traitement du problème, montre que la définition de l'« enquête » comme l'apanage de professionnels de l'enquête ne va pas de soi dans cet espace administratif des années 1960. L'administration prétend elle aussi produire de la connaissance, dans une certaine tradition préfectorale⁹⁰. Ce constat invite dès lors à enquêter sur la façon dont les professionnels de l'enquête ont réussi inégalement, selon les objets, à constituer leur monopole, ou à la façon dont les objets les motivent inégalement. Notons au passage que les résultats du recensement de 1966, largement diffusés par le biais du rapport d'André Trintignac, ont été repris par de nombreuses recherches sans que leurs conditions de production aient été analysées⁹¹. Enfin, ces deux enquêtes de 1964 et 1966 montrent que « le » fichier administratif n'est peut-être pas si homogène que cela à l'échelle nationale et, surtout, qu'administrations centrales et territoriales sont parfois moins distinctes qu'on pourrait le croire, tant les modalités de ces enquêtes procèdent des pratiques parisiennes dans le cas des bidonvilles.

Bibliographie

Sources

Archives

Archives nationales (AN) :

Série F1a, 5116, 5120, 5121

Versements 19770163, 19770391, 19790097, 19840079, 19960134, 19990084

Archives départementales du Rhône (AD) :

Série 248, W 354, 360, 361, 362, 363

Archives départementales des Bouches du Rhône (ADBDR) :

Série 138, W 55

Archives municipales de Nanterre :

Série F, « Recensement de 1954 » et « Recensement de 1962 »

Série Nanterre. Évolution démographique, 1F carton 1

90. P. KARILA-COHEN, 2008.

91. Parmi d'autres, Y. GASTAUT, 2004.

Travaux

- AMARA, Nordine, « Le CTAM dans le Nord : la guerre dans sa dimension coloniale ? », in Raphaëlle BRANCHE & Sylvie THÉNAULT (dir.), *La France en guerre 1954-1962*, Paris, Autrement, 2008, p. 426-435.
- BARROS, Françoise DE, « Les bidonvilles : entre politiques coloniales et guerre d'Algérie », *Métropolitiques* [en ligne], 5 mars 2012.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-bidonvilles-entre-politiques.html>.
- , « Des “Français musulmans d'Algérie” aux “immigrés”. L'importation des classifications coloniales dans les politiques du logement en France (1950-1970) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 159, 2005, p. 26-53.
- , « La guerre d'indépendance algérienne dans des espaces politiques locaux métropolitains : quelle spécificité communiste ? », in Emmanuel BELLANGER & Julian MISCHI, *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 131-150.
- BELMESSOUS, Fathia, « Catégorisation et discrimination des Algériens dans les politiques du logement à Lyon (1950-1970) », in Fabien DESAGE, Christelle MOREL JOURNEL & Valérie SALA PALA, *Le peuplement comme politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 133-154.
- BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, « Les quotas d'étrangers en HLM : un héritage de la guerre d'Algérie ? Les Canibouts à Nanterre (1959-1968) », *Métropolitiques* [en ligne], 16 mars 2012.
URL : <https://www.metropolitiques.eu/Les-quotas-d-etrangers-en-HLM-un.html>
- , *En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.
- BLANCHARD, Emmanuel, *La police parisienne et les Algériens*, Paris, Nouveau monde éditions, 2011.
- BOUDOUL, Jacques, « Organisation du recensement de la population de 1982 », *Journal de la société statistique de Paris*, t. 124, n° 1, 1983, p. 3-15.
- BOUVIER, Clément, « Les Algériens dans la ville : la situation rouennaise », in Raphaëlle BRANCHE & Sylvie THÉNAULT (dir.), *La France en guerre 1954-1962*, Paris, Autrement, 2008, p. 408-418.
- BRODIEZ, Axelle, *Combattre la pauvreté. Vulnérabilités sociales et sanitaires, de 1880 à nos jours*, Paris, CNRS Éditions, 2013.
- CLAUDE, Viviane, *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au XX^e siècle*, Paris, Parenthèses, 2006.
- COHEN, Muriel, « La guerre dans les bidonvilles de Nanterre », in Abderrahmane BOUCHÈNE (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*, Paris, La Découverte, 2014, p. 582-586.
- , *Des familles invisibles*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020.
- COHEN, Muriel & DAVID, Cédric, « Les cités de transit : le traitement urbain de la pauvreté à l'heure de la décolonisation », *Métropolitiques* [en ligne], 29 février 2012.
URL : <https://www.metropolitiques.eu/Les-cites-de-transit-le-traitement.html>.
- DERDER, Peggy, *L'immigration algérienne et les pouvoirs publics dans le département de la Seine, 1954-1962*, Paris, L'Harmattan, 2001.

- DESROSÈRES, Alain, « Décrire l'État ou explorer la société : les deux sources de la statistique publique », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 28, 2005, p. 4-27.
- DESROSÈRES, Alain, MAIRESSE, Jacques & VOLLE, Michel, « Les temps forts de l'histoire de la statistique française », *Économie et statistique*, n° 83, 1976, p. 19-28.
- ELONGBIL EWANE, Émilie, « Hébergement et répression : le centre de la Part-Dieu », in Raphaëlle BRANCHE & Sylvie THÉNAULT (dir.), *La France en guerre 1954-1962*, Paris, Autrement, 2008, p. 419-425.
- , « La guerre d'Algérie à Lyon : la bataille pour le contrôle de l'habitat », *Métropolitiques* [en ligne], 22 février 2012.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-guerre-d-Algerie-a-Lyon-la.html>.
- FIJALKOW, Yankel, « Les mots français du mauvais logement, XIX^e-XX^e siècle : taudis, bouge, gîte, habitat incommode, insalubre, insuffisant, défectueux, inhabitable, indigne... », in Jean-Charles DEPAULE (dir.), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme et Unesco (Les mots de la ville), 2006, p. 73-95.
- FOSSET, Robert, « Les aspects démographiques de la colonie nord-africaine de Nanterre (Seine) en 1954 », *Bulletin de la Société d'études historiques et géographiques de la région parisienne*, n° 104-105, 1959, p. 1-20.
- GASTAUT, Yvan, « Les bidonvilles, lieux d'exclusion et de marginalité en France durant les Trente glorieuses », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 69, 2004, p. 233-250.
- GAY-DUPUY, Antonin, « Voyage au bout de Noisy. Étude sociale et urbaine du camp de l'abbé Pierre. Noisy-le-Grand 1954-1971 », mémoire de master d'histoire, Université Paris 1, 2017.
- HERVO, Monique & CHARRAS, Marie-Ange, *Bidonvilles : l'enlèvement*, Paris, Maspero, 1971.
- KARILA-COHEN, Pierre, *L'état des esprits. L'invention de l'enquête politique en France (1814-1848)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- LAURENS, Sylvain, *Une politisation feutrée : les hauts fonctionnaires et l'immigration en France, 1962-1981*, Paris, Belin, 2009.
- MAGRI, Susanna, « Des "ouvriers" aux "citoyens modestes". Naissance d'une catégorie : les bénéficiaires des habitations à bon marché au tournant du XX^e siècle », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 5, 1991, p. 35-53.
- MATTINA, Cesare, *Clientélismes urbains. Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
- PEREZ, Amin, « Rendre le social plus politique : guerre coloniale, immigration et pratiques sociologiques d'Abdelmalek Sayad et de Pierre Bourdieu », thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 2015.
- POUILLON, François & RIVET, Daniel, *La sociologie coloniale de Robert Montagne*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000.
- SALA PALA, Valérie, *Discriminations ethniques : les politiques du logement social en France et au Royaume-Uni*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.
- VIDAL, Francette, « Le bidonville de la Campa », *Esprit*, numéro spécial « Les étrangers en France », n° 348, 1966, p. 651-661.
- VIET, Vincent, *La France immigrée*, Paris, Fayard, 1997.